"Advertiser."

Journal Officiel de la Paroisse Lafayette.

Publié par Wm. B. BAILEY.

Vermillionville, Samedi, 30 Jan. 1869.

PRIS DE L'ABONNEMENT.—Pour un an, \$4 payables d'avance, ou bien \$3 payables à l'expiration des trois premiers mois de l'abonnement.

PRIS DES ANNONCES.—Par carré de dix lignes ou moins, pour la première insertion, \$1 50; Par carré de chaque publication subséquente, 75c.

Les annonces et les avis sont payables comptant à moins de stipulations contraires de gré à gré avec l'Éditeur.

La publication des cartes en général y compris l'abonnement au journal, est pour un an, \$12 00. La publication des avis et des annonces sera continuée jusqu'à réception de contre-ordre des parties intéressées.

Tous avis judiciaires seront payables le dernier jour de la publication, ou le jour de la vente.

Les personnes ci-dessous nommées sont constituées agents de notre feuille dans et pour la Paroisse Lafayette:

- FRANÇOIS ARDRE, Caranero.
M. G. BROUSSARD, Quene Tortue.
VALSIN BROUSSARD, Côté Gilbe.
BENNETT ROY, Royville.

AVIS.—Tous ceux qui doivent à l'ADVERTISER, pour souscriptions, affiches, ou autrement sont priés de venir régler immédiatement, s'ils veulent s'éviter des frais.

Nous recommandons à tous nos lecteurs et aux public en général, de souscrire à l'ALMANACH de la Renaissance Louisianaise publiée par Mr. Emile Lafarre, pour l'année 1869. Cet opuscule, contient une masse d'instruction variée, et abonde d'un fonds d'esprit qui le rendent instructif et agréable.

Beaucoup en peu de mots.

Les musulmans s'inclinent devant le soleil levant. Sous ce rapport, il est bien des musulmans en politique; bien des gens s'élèvent en généralisations, s'aplatissent devant celui qui arrive au pouvoir. A cette heure, ceux qui se prosternent aux pieds du général Grant sont à l'infinitif, et l'élan du 3 novembre doit souvent prendre un pli de tristesse adoléscente.

M. Grant, le futur Président, celui qui dans six semaines, dépourra l'uniforme pour devenir le chef d'une superbe nation, est, maintenant, l'objet de mille flatteries et surtout d'innombrables spéculations. Realisé toujours dans son silence, l'immuable s'élève au-dessus de toutes suppositions sans fin, c'est à qui s'égara dans les hypothèses au sujet de la ligne qu'il va suivre.

Nous l'avons dit, et nous le répétons sans crainte d'être taxé de courtoisie, nous n'avons rien à lui demander; nous ne croyons pas que le général Grant, une fois assis sur le fauteuil des Washington et des Jefferson, consente à devenir l'hochet d'un parti auquel il ne doit rien, et qui lui doit tout, car sa personnalité seule en a fait la force. Arrivé à la Maison Blanche, son ambition est satisfaite; et son but—nous le croyons honnête—sera de consacrer son œuvre, en déblayant sa réputation militaire, de la réputation de patriote, d'homme d'Etat. Donc, nous attendons avec confiance son avènement, et nous l'approuvons avec cordialité, si son administration nous donne ce que nous en espérons.

A cette heure, bien des partisans, aux idées étroites, aux instincts de factieux, comptent sur M. Grant pour servir leurs petits projets. Ils vont en lui un vainqueur, qui vaudra mieux ceux qui lui ont rendu la victoire difficile. Ils attendent, non seulement le salaire de leurs services de laquais, mais encore le châtiment de ceux qui, même en face d'une défaite probable, soutenaient ferme leurs convictions, ont porté haut leur drapeau. Cela ne sera pas.

Il n'est qu'à cette heure se flatter de l'espoir que le général, recourant tout d'abord à un militarisme effréné, s'ingérera dans les affaires des Etats, et imposera au Sud même les réformes sociales auxquelles une élite prétend le contraindre. Nous n'entretenons aucune inquiétude à cet égard.

M. Grant exigera sans doute, et ce sera là son devoir, que toutes les franchises accordées à la population de couleur par les lois de reconstruction et par la Constitution fédérale amendée, soient respectées, mais, gardes-en l'assurance, il n'ira pas plus loin. Il ne forcera arbitrairement la main à aucun section du pays; il sait trop quelles calamités naîtraient d'une telle violence.

Il le sait, il y a trois jours, à un comité d'hommes de couleur: "Prenez par vos votes que vous êtes dignes de privilèges que le gouvernement vous a déjà accordés, et efforts vous de mériter dans l'avenir ceux que vous réclamez."

Il y a à tout un programme. M. Grant est assis d'avance qu'il est certain transformera sur quelles il fait l'action du temps, et qu'à la race nouvellement émancipée un service est nécessaire, avant qu'elle soit placée en tout et partout sur le même pied que la race blanche. "Méfiez-vous de l'homme qui se présente comme un réformateur." Multum in parvo, beaucoup en peu de mots.—L'Époque.

Les désordres dans le Sud.

Maintenant que l'agitation politique résultant de la campagne présidentielle a pris fin, que les passions des partis ont perdu de leur intensité, et que le parti radical, déjà maître de la puissance législative s'est également assuré la possession du pouvoir exécutif n'est-il pas temps que la raison reprenne son empire sur ceux qui sont appelés à régler les destinées du pays? Qu'on ait invoqué les désordres qui ont eu lieu dans le sud, qu'on ait perverti les faits, interverti les rôles, nié les dangers conséquence de l'état d'anarchie dans lequel la politique de reconstruction a plongé toute une section de l'Union, pour servir les intérêts d'un parti, pour atteindre à un but, cela est triste à constater mais cela se conçoit au point de vue des misérables mobiles qui dirigent souvent les actions humaines. Pour les partis comme pour les individus, l'ambition ne reconnaît aucun frein moral.

Mais ce que nous ne comprenons pas, au point de vue même de l'intérêt des vainqueurs c'est qu'une fois le but atteint une fois ce pouvoir, si noblement conquis, obtenu, il ne renoncera pas à prendre pour base de leur politique des appréciations systématiquement erronées des faits et de la situation dans le Sud. L'Union tout entière a intérêt à la restauration de l'ordre et au rétablissement du travail dans les régions ravagées par la guerre, et les affranchis des chaînes prétendent se faire les protecteurs, ne peuvent que souffrir. Les désordres auxquels ils sont parvenus, soit par des intrigants sans scrupules, soit par la fausse idée qu'ils se font eux-mêmes de leurs droits.

Nous ne demandons pas qu'on donne toujours raison aux blancs, mais nous vous lous qu'on ne donne pas toujours raison aux noirs. La justice et l'impartialité, l'intérêt de la société, le maintien du bon ordre et le respect des engagements, tels sont les objets que doit avoir en vue de quel que soit le gouvernement central lorsqu'il s'agit de faire sentir son influence, soit par des mesures législatives, soit par une intervention matérielle.

Avant toute chose, le gouvernement fédéral doit s'éclairer sur les faits afin de prendre ses décisions en pleine connaissance de cause, et s'éclairer par les rapports d'agents vérifiables, dépourvus de tout esprit de parti. Il est temps d'écarter, comme moyens d'information, toutes ces diatribes fabriquées dans les officines de correspondants payés pour mentir, tous ces rapports d'intriguants et de chevaliers d'industrie qui se vendent par des colonnes du mépris qu'ils inspirent aux populations aux dépens desquelles ils ont voulu se créer des fortunes illégitimes.

Nous ne prétendons pas dire qu'il n'y ait pas parmi les habitants du Sud des gens prompts à ressentir des injures ou des outrages, et fencibles à se faire justice eux-mêmes, mais à qui la faute s'il existe dans le Sud des gouvernements qui loin d'offrir des garanties pour la sécurité des existences et des propriétés, semblent avoir pour mission de compromettre la sûreté des personnes et de porter atteinte à la fortune publique et particulière. Le gouvernement central fesse une enquête sur ce qui se passe dans le Tennessee et dans l'Arkansas, et il verra que le système d'actions, d'oppressions et de spoliations qui y prévaut est bien loin de réaliser cet idéal de gouvernement républicain après lequel le parti radical se fait de courir.

Les généraux Dabcock et Porter ont fait au général Grant un rapport sur les atrocités commises dans l'Arkansas par les bandes de pillards que le gouverneur Clayton appelle ses milices, et ils ont constaté que cette soi-disant milice avait ordre de prendre chez les habitants tout ce qui pouvait lui être nécessaire, en donnant des certificats aux habitants loyaux. Les actes de pillage et de vandalisme commis par ces bandes ont indiqué de quelle manière elles avaient interprété cet ordre que rien ne justifie, et si quelque chose doit surprendre, c'est que la population en masse ne se soit pas soulevée pour exterminer ces marauds.

Les ambitions politiques et le désir de pillage ne sont les seules causes qui peuvent donner naissance à des troubles dans les compagnes du Sud. Les événements qui viennent de se passer en Georgie et en Virginie prouvent qu'on a également à y recourir l'agrarisme. Les noirs dont l'esprit a été perverti par les plus funestes doctrines, ne reconnaissent ni l'autorité civile, ni l'autorité judiciaire, et ils n'hésitent pas à résister aux troupes fédérales envoyées contre eux, tant est grande chez eux la conviction qu'ils seront soutenus par le parti qui a triomphé aux dernières élections. Comment en serait-il autrement puis qu'on leur a toujours donné raison au Congrès?

Un examen attentif de la situation et l'étude impartiale des faits donneront à rétablir au général Grant, et nous aimons à croire qu'il songera à employer d'autres moyens que la force pour rendre son administration acceptable aux populations du Sud. Qu'il mette à profit les deux mois qui nous séparent du 4 mars, pour obtenir des renseignements certains au sujet des sentiments qui animent les conservateurs du Sud, de leur vœux et de leurs dispositions et si se convaincre que les provocations au désordre ne peuvent venir de leur part. Une fois éclairé sur les causes du mal, il lui sera facile de trouver les moyens d'y remédier. Ce qui perpétue le malaise et l'agitation c'est l'appui que les facteurs de troubles trouvent à Washington, c'est la certitude qu'ils ont d'être toujours soutenus dans leurs plus néfastes projets. Le jour où cet appui leur manquera, ou cette certitude leur fera défaut, tous ces intri-

gants tomberont à plat devant l'opinion publique, et l'agitation s'apaisera comme par enchantement. Les chevaliers d'industrie politique bécotleront leurs valets et iront chercher fortune ailleurs, laissant les deux classes de la population du Sud régler entre elles leurs rapports au milieu de leurs intérêts réciproques.—[Abille.

A QUI LE GROS LOT?—En Autriche comme en France, les obligations, avec primes ou lots, sont tout à fait dans le goût de la population.

Quelques heures avant le tirage des obligations du Crédit autrichien, dont le gros lot est de 200,000 florins, M. A... se promenait avec son ami M. B... dans la Ringstrasse; ce dernier ayant voulu entrer dans un café avec son ami, celui-ci refusa l'invitation en disant qu'il était dans l'intention d'acheter quatre obligations à lots avant le soir, et qu'il craignait d'arriver trop tard. M. B... pria alors son ami d'acheter pour lui également quatre obligations de celui-ci apportant le soir même sous enveloppe, avec le bordereau, qui fut acquitté immédiatement. Les deux amis burent une bouteille de vin ensemble et se serrèrent la main amicalement pour la dernière fois ce soir-là.

Quant le numéro gagnant fut connu, les deux amis s'empresèrent d'examiner s'ils en avaient été favorisés par la fortune. M. A... s'aperçut alors avec désespoir qu'il avait remis cinq lots à son ami au lieu de quatre, et qu'il n'en avait gardé que trois, et en même temps B... remarqua qu'il avait cinq lots parmi lesquels se trouvait le numéro gagnant. M. A... proposa à son ami de partager le gain, mais B... repoussa cette demande. B... vint à s'adresser aux tribunaux. Il faudra aux juges une sagesse au moins égale à celle de Salomon pour se prononcer. Ils n'ont qu'une décision à prendre: qu'ils relisent l'Autriche et les Plaidiers, et qu'ils s'ajugent le gros lot en litige.

L'International prétend que l'ancien-roi de Danemark, Christian VIII promulgua en 1845 un décret fort plaisant:

Ayant appris que le nombre des personnes qui dorment dans les églises pendant le service divin, va toujours en augmentant, nous avons daigné décréter que chaque communauté nommera plusieurs hommes qui devront parcourir l'église pour tenir les fidèles éveillés. Pour remplir ce but, ces hommes seront munis d'un long perche, avec laquelle ils frapperont sur la tête des dormeurs.

ARBRES FRUITIERS A HAUTE TIGE.—Pour cultiver les arbres à haute tige avec succès et profit, il faut réunir les conditions suivantes: 1° Planter des sujets vigoureux, bien portants, ayant poussé vite et exempts de besoins et bosses les troncs; 2° Choisir des arbres de grosseur moyenne; les gros arbres représentent mal; leurs branches sont durcies; ils sont tardifs la plupart du temps, et plus de la moitié de la racine reste en terre. 3° Ne pas couper que des arbres greffés sur les souches suivantes: poirier, prunier, franc et jamais sur cognassier; pommer, sur pommer franc; cerisier, sur merisier;abricotier et prunier, sur prunier de semis et non de dragons; 4° Choisir des fruits de bonne qualité, très-fertiles et assez rustiques pour se passer de soins. Toutes les fois que l'on cultivera à haute tige des variétés délicates ou peu fertiles, on ne récoltera rien.

[Renaissance Louisianaise.] —Dans une école de garçons, un examinateur fit la question suivante: — Mon ami, pouvez vous me dire qu'elle est l'étoile la plus connue? — Monsieur, répondit l'élève après un moment de réflexion... c'est les toiles d'araignées.

AVIS.

Le Constable de Ville, de Vermillionville vendra au dernier et plus bas enchérisseur, Samedi 30 Janvier 1869, le contrat pour égarer et construire des ponts sur les rues, et les maintenir en parfait ordre dans les limites de la dite corporation, pendant un an, à partir du 1er. Février 1869. Les conditions seront annoncées le jour de la vente, qui aura lieu à la Maison de cour. Par ordre du Maire, Wm. B. BAILEY, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, PAROISSE LAFAYETTE, Cour de Paroisse.

ATTENDU que Rosmond Dugat de la paroisse Lafayette, ayant enregistré en la dite Cour une pétition pour être nommé Sous-Tuteur de Henriette enfant mineur de couleur.

Tous ceux qui ont intention de s'opposer à la dite nomination enregistreront leurs opposition dans la dit Cour, dans la ville de Vermillionville, dans les dix jours qui suivront la publication de cet avis autrement la dite nomination sera faite. Par ordre de l'Hon. Cour, en date du 26 Janvier 1869.

[L. S.] Donné sous ma signature officielle en mon Bureau à Vermillionville, le 28me. jour de Janvier 1869. A. MONNIER, Greffier.

Vente Publique.

Succession de Philouise Bourq. Un vertu d'un ordre de l'Honorable Cour de Paroisse, dans et pour la paroisse Lafayette, il sera offert en vente publique, le

Mardi 30me jour de Mars 1869, au plus offrant et dernier enchérisseur, les propriétés suivantes appartenant à la susdite succession, savoir:

Un certain morceau de terre situé dans cette Paroisse sur le côté Est du bayou Vermillion, contenant huit acres, borné au nord par la terre de Veuve Michel Traban, sud par la terre d'Adolphe Herbert épouse d'Hyppolite Savard, est par terre de Ursin L. Broussard et ouest par terre Valsin Vincent.

Termes et Conditions:—Toutes sommes au-dessous de vingt piastres payable Comptant le jour de la vente, et toutes sommes de vingt piastres et au-dessus, à un crédit d'un, deux et trois ans du jour de la vente. Les acquéreurs fourniront leurs billets avec deux bons et solvables sécurités in solido à la satisfaction de l'administrateur, payable à son ordre au porteur de M. E. Girard, conditionneur à porter intérêts à raison de huit pour cent par an de leurs maturités jusqu'au paiement. Les propriétés sujettes à hypothèque resteront spécialement hypothéquées en faveur de la dite succession, jusqu'au paiement du prix d'achat, et les intérêts. L'acquéreur n'aura pas le droit de disposer des propriétés mobilières, avant le plein paiement du prix d'achat, et en cas que l'acquéreur disposerait des propriétés avant la maturité des dix billets, alors ils deviendraient immédiatement payables. Les propriétés suivantes sera vendu le Jeudi le 11me. jour de Février 1869, sur les mêmes conditions et de dessus:

UNE MAISON DE RESIDENCE. —Maison à mais, Barrière, Charrette à bœufs, Bœuf de tire, Bâtes à cornes, douces, Chevaux, Ustensils aratoires, Ustensils de cuisine, Meubles de maison, Riz, Maïs, etc. etc. etc. A. MONNIER, Greffier. 30 janvier 1869.

Vente Publique.

Succession de Severin Hebert, décédé. Un vertu d'un ordre de l'Honorable Cour de Paroisse, dans et pour la paroisse Lafayette, il sera offert en vente publique, le

Mardi, 23me. jour de Février 1869, au plus offrant et dernier enchérisseur, les propriétés suivantes appartenant à la susdite succession, savoir:

Un morceau de terre situé dans la paroisse Lafayette, étant le W. 1/4 du S. 1/4 du S. E. 1/4 Section 33 Township 8 R. S. 3 E. contenant 63 70/100 acres. Un autre morceau de terre 6 par 20, borné par les terres de Gédéon Richard, Neuville Broussard et Zeouon Broussard.

Maison de résidence—Cuisine—Cotonnerie—Magasin à mais—Bûnière—Bœuf de tire—Vaches et veaux—Chevaux et Juments—Coehons—Charrette à bœufs et charrette à cheval—Charrues—Herse—Outils—Meubles de maison—Ustensils de cuisine—Maïs—Coton en grain—Un Fusil et Un Carabine, etc.

Termes et Conditions:—Toutes sommes de cinq piastres et au-dessous comptant, et avant livraison des propriétés achetées. Toutes sommes au-dessus de dix piastres à un crédit d'un, deux et trois ans du jour de la vente. Les acquéreurs fournissant leurs billets avec deux ou plus, bons et solvables cautions solidaires, à la satisfaction des parties intéressées, conditionné à porter intérêt à raison de huit pour cent par an de leurs échéances, jusqu'à paiement, et payable à l'ordre et au domicile de l'administrateur. Les propriétés sujettes à hypothèque resteront spécialement hypothéquées en faveur de la dite succession, jusqu'au paiement de prix d'achat, et les intérêts. L'acquéreur n'aura pas le droit de disposer des propriétés acquises, avant le plein paiement du prix d'achat et les intérêts, si il y en a, et en cas que l'acquéreur disposerait des propriétés avant la maturité des dix billets, alors ils deviendraient immédiatement payables.

A. MONNIER, Greffier. 23 Jan. '69.

Vente par le Sheriff. ETAT DE LA LOUISIANE.

Gall & Co. contre Francis E. Piquette, No. 2876, Cour du District, Paroisse Lafayette.

Un vertu d'un writ de Fieri Facias de la Cour du District dans et pour la paroisse Lafayette et le sus-dit Etat, et moi adressé, il sera exposé en vente publique, à la maison de Cour de cette paroisse, le Samedi 6me jour de Février 1869

entre 11 heures A. M. et 4 heures P. M., pour du COMPTANT, tous les titres, droits, intérêts et prétentions de Francis E. Piquette, le défendeur à la propriété suivante saisie pour satisfaire le dit ordre, savoir: Un Hack et harnais—Un buggy et harnais—Une voiture et harnais—40 têtes de bêtes à cornes—16 têtes de chevaux, crôle et américain—Un lot de cochons.

Bureau du Sheriff, Vermillionville, ce 20me jour de janvier 1869. GIRARD LANDRY, Sheriff.

Alexandre Heaux, ENCHANTEUR dans et pour la Paroisse Lafayette.

Succession de Philouise Bourq. Un vertu d'un ordre de l'Honorable Cour de Paroisse, dans et pour la paroisse Lafayette, il sera offert en vente publique, le

A. L. TERTROU, AVEC

L. H. GARDNER & Cie. Importeurs et Traffiquants en Gros DE

MARCHANDISES SECHES. NOS. 91, 93 et 95 RUE COMMUNE. [PARK DE CNY HOTEL] NOUVELLE ORLEANS, LE. Jan. 23, '69.—3 n.

Vente Publique.

Succession de Michel Adrien Richard. Un vertu d'un ordre de l'Honorable Cour de Paroisse, dans et pour la paroisse Lafayette, il sera offert en vente publique, le

Le Samedi 13 Février 1869, au plus offrant et dernier enchérisseur, les propriétés suivantes appartenant à la susdite succession, savoir:

Une terre botaée dans la Paroisse Lafayette, sur le côté Est du Bayou Vermillion, mesurant un demi arpent de face, par la profondeur de quarante arpent plus ou moins, et au même sché te par le défunt de Emilion Vincent, par acte No. 1649.

Un magasin, Un magasin à mais, Charrette à cheval, Waggon et harnais, Maïs, Cotonnerie, Meubles de maison, Dépense, Lot de Panaches, Une petite basse, Poulailier, Charrues, Herse, Bœuf de tire, 1200 pages de barrière, Buggy et harnais, Vaches et veaux, Cochons, Cane à sacre pour cochons, Chevaux, Juments et Mules, Meubles de maison, Ustensils de cuisine, Pieux et poteaux, etc. etc.

Termes et Conditions:—Toutes sommes de dix piastres et au-dessous, Comptant; toutes sommes au-dessus à un crédit d'un, deux et trois ans du jour de la vente. Les acquéreurs fourniront leurs billets avec deux bons et solvables sécurités in solido à la satisfaction de l'administrateur et les parties intéressées—conditionné à porter intérêt à raison de huit pour cent par an de l'échéance jusqu'au paiement final. Toute propriété susceptible d'hypothèque, sera spécialement hypothéquée en faveur de la succession jusqu'à parfait paiement, aucun acquereur de propriété immobilière ne pourra disposer de la propriété acquise à la vente, avant de l'avoir payée, dans le cas contraire, tout le montant de la dette deviendra immédiatement due et demandable. A. MONNIER, Clerk. 9 janvier 1869.

ETAT DE LA LOUISIANE, PAROISSE LAFAYETTE, Cour de Paroisse.

ATTENDU que Emanuel Antoine Dominguez de la paroisse Lafayette, ayant enregistré en la dite Cour une pétition pour être nommé administrateur de la succession de Jean Antoine Dominguez, décédé.

Tous ceux qui ont intention de s'opposer à la dite nomination enregistreront leurs opposition dans la dite Cour, dans la ville de Vermillionville, dans les dix jours qui suivront la publication de cet avis autrement la dite nomination sera faite. [L. S.] Donné sous ma signature officielle en mon bureau à Vermillionville, le 18me jour de Janvier 1869. A. MONNIER, Greffier.

L'EPOQUE, JOURNAL HEBDOMADAIRE, Publié le Dimanche par L. PLACIDE CANONGE, Rédacteur en Chef, Et L. E. MARCHAND, Gérant.

CONDITIONS D'ABONNEMENT. Un an en avance \$6 00 Six mois en avance 3 00 Le prix de l'abonnement est invariablement payable d'avance. Pour les abonnements, annonces, communications, s'adresser aux bureaux du journal, rue de Chartres, 122. Pour le Bulletin de l'Époque au Bureau de Poste Nouvelle-Orléans, (Lock Box) lettre.

LABUSQUIERE, DUPEIX & Co., Marchands Commissionnaires, 17 Rue St-Philippe, entre Chartres et Levée, Nouvelle-Orléans.

Advis et vente de produits de la campagne Vallée, Oignons, Pommes de terre, Fruits, Haricots, Riz, Pois, Sucre, Mielasse, Coton, Mousse, Cire jaune, Peaux, Lignes de charpente, Cornes, Saif, Bois de corde, Fourrures, Fer, &c., &c., &c.

Il s'occupent spécialement des achats de marchandises de toutes espèces sur place, à la demande des clients. Référence.—J. Levlion, Ones. Mouton, J. O. Mouton. 14 nov. '68—1a.

AVIS.

PAR acte passé, pardevant Théodore Gayol, Notaire Public, le 6 Juin 1868, M. ADOLPHE A. MOUTON, de la maison C. H. Mouton & Co., No. 180 rue Commonne, est chargé de ma procreation spéciale comme liquidateur de la maison O. Broussard & Co. P. F. PECQUET. 27 ju. 1a.

EDOUARD E. MOUTON, AVOCAT.

PRATIQUERA sa profession dans les paroisses St-Landry, Lafayette, Vermillion et Calcasieu. 26r. 25 37. 1a.

AVIS.

Le soussigné a l'honneur d'informer ses amis et le public en général, que le premier jour du présent mois, il ouvrira son école, au village de Vermillionville, de son institution, dans laquelle il se propose d'enseigner:

La langue française, la langue anglaise, la rhétorique et la composition dans ces deux langues, la géographie ancienne et la moderne, la sphère, l'histoire générale, la mythologie, ainsi que les mathématiques élémentaires comprenant: L'Arithmétique, la Géométrie, la Trigonométrie rectiligne et sphérique et l'Application de l'Algèbre à l'Arithmétique et à la Géométrie.

CONDITIONS: Pour la pension et l'enseignement par session de 10 mois: \$180, payables \$90 lors de l'entrée de l'élève et \$90 six mois après.

EXTERNES. Pour la langue latine, la langue française et la langue anglaise \$7 par mois. Pour la langue française et la langue anglaise \$4 par mois.

Aucune déduction ne sera faite pour toute absence qui durera moins d'un mois. Les objets de literie seront fournis par les parents.

La discipline sera douce et paternelle et exempte de toute punition corporelle de quelque nature qu'elle soit.

N. B. Afin de faciliter les parents qui voudront bien lui confier leurs enfants, il prendra, au prix courant, chevaux domptés ou non domptés, vaches laitières ou farouches, bœufs de tire ou de boucherie, moutons, cabris, grasse, etc., etc.

ALCEE JUDICE. Vermillionville, le 9 Janvier 1869.

AVIS. ETAT DE LA LOUISIANE, PAROISSE ST-MARTIN.

AVIS est par le présent donné par le soussigné que les billets suivants, à lui appartenant, ont été perdus dans le courant du mois de Septembre, dernier. Le public est averti de ne pas acheter, transférer ou négocier aucun desdits billets. Lesdits billets ont été faits [payables à l'ordre de Dr. PICHLOUP, sur demande, et sont datés du 1er Mars jusqu'à 25 Mars inclusivement—exceptés le billet de Mme. Hilaire Dœur et celui de Mr. Hubert Thériot, tous deux payables à six mois de leur date, ceux de Mme. Baltazar Dœur et Théodule Roméo, tous deux fait payables à un an de leur date; excepté, aussi, le billet de Mr. Bélaire Bonin qui a été fait payable en Mars 1868. Tous ces billets portent huit pour cent d'intérêt de leur date.

LISTE DES BILLETS: Joseph Thériot, \$49 50; Paul Landry, \$49; Mme. Baltazar Dœur, \$27 50; Onesfort Landry, \$14 50; Clement Mire, \$63; Théodule Roméo, \$25; Hilaire Dœur, \$32; Dolzet Malet, \$20; Ubert Thériot, \$42 50; Leo Breux, \$34 50; Leo Breux, \$33; Hyppolite Landry, \$18 00; Artime Ebert, \$9 00; Joseph Durochel, \$2 50; Trévile St Julien, b. c., 2c; Hyilaire Bernard, 44; Germain Fabre, \$4 00; Simon Landry, \$5; Marcel Breau, \$23 50; Elizabeth Aubrey, \$9; Philogène Landry, \$11 50; Alexandre Ursin Landry, \$4 00; Hyppolite Malet, \$41; Joseph Landry, \$9; Charles Bourq, \$6 70; Trévile Landry, \$3 50; Victor Landry, 5; Alexandre Landry, 8; Alexandre Bernard, \$4 50; Belzairo Douin, \$80 00.

Dr. PICHLOUP. 12 décembre 1868.—1m.

ETAT DE LA LOUISIANE, PAROISSE LAFAYETTE, Cour de Paroisse.

ATTENDU que Azelle Comcaux de la Paroisse Lafayette, Tutrice naturelle de la succession de Jean Baptiste Duclue Landry, décédé, a enregistré en la dite Cour un tableau des comptes de son administration des propriétés en communauté entre elle et ses enfants, issue de son mariage avec Jean Bte. Duclue Landry, avec lequel qu'elle a vécu jusqu'à la loi sol public et le dit tableau d'annulation homologué.

Et attendu que la demande de la dite Tutrice a été accordé par un ordre de la dite Cour, en date du 7 Janvier 1869. En conséquence avis est par le présent donné aux personnes intéressées, d'avoir à présenter dans la dite Cour, dans les 30 jours qui suivront la date de la première publication de cet avis, les raisons, si elles en ont, pour lesquelles le dit tableau provisoire ne serait point approuvé et homologué. Donné sous ma signature officielle en mon Bureau à Vermillionville, le 7 Janvier 1869. A. MONNIER, Greffier.

STATE OF LOUISIANA, PARISH OF LAFAYETTE, Parish Court.

WHEREAS Azelle Comcaux of the Parish of Lafayette, Natural Tutrix, has filed in this Court an account of her administration of the property in community between herself and the children issue of her marriage with Jean Bte Duclue Landry, with a petition praying that the same be advertised according to law and then duly homologated. And whereas the prayer of said Natural Tutrix has been granted by an order of said Court, dated 7th of Jan. 1869.

Now interested, to file their opposition, and show cause, if any they have, in said Court within 30 days from the publication of this notice, why the aforesaid Tableau, should not be homologated. Given under my official signature in said Court in the town of Vermillionville, this 7th day of January 1869. A. MONNIER, Clerk.

EDOUARD E. MOUTON, Attorney at Law,

WILL practice his profession in the parishes of St. Landry, Lafayette, Vermillion, and Calcasieu. 26r. 25 37. 1a.